

# Notes sur les données

Le lecteur doit être conscient des difficultés qu'il y a à utiliser les données sur les migrations internationales et les envois de fonds associés, en raison des lacunes, des décalages temporels ou des différences entre les pays dans le mode de comptabilisation. Il reste extrêmement malaisé de recueillir des données sur des mouvements irréguliers de personnes et de capitaux.

## *Données sur les migrations*

D'après les Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales publiées par les Nations Unies, les *migrants de longue durée* sont les personnes séjournant depuis au moins un an dans un pays autre que leur pays de résidence habituelle — de sorte que leur pays de destination devient effectivement leur nouveau pays de résidence habituelle. Les *migrants de courte durée* sont les personnes séjournant dans un pays autre que leur pays de résidence habituelle depuis au moins trois mois mais moins d'un an, sauf s'ils s'y rendent en vacances, en voyage d'affaires, pour faire du tourisme, voir des amis ou des relations, se faire soigner ou faire un pèlerinage religieux (Division des statistiques des Nations Unies 1998).

La base de données du PNUD est la source d'informations la plus complète sur les migrants internationaux pour la période allant de 1960 à 2005 (PNUD 2005). Pour 165 pays, les données sont basées sur les statistiques des personnes nées à l'étranger et pour 50 pays, sur la nationalité étrangère. Pour la Côte d'Ivoire et la République Démocratique du Congo, une combinaison des deux types de données est utilisée. Pour 13 pays, le nombre des migrants est estimé de façon indirecte à partir de différentes hypothèses. Des séries chronologiques sur le nombre de migrants sont générées sur la base des taux de croissance présumés.

Le seuil de durée à partir duquel une personne est classée dans la population migrante varie selon les pays (Lemaitre et al., 2006). Par exemple, selon la définition des Nations Unies, les étudiants internationaux qui restent plus d'un an dans le pays d'accueil pour leurs études sont considérés comme des migrants. Les Perspectives des migrations internationales (OCDE 2006) est le premier ouvrage ayant essayé de classer les migrants en fonction des « motifs du déplacement » et d'harmoniser les statistiques entre les pays de l'OCDE.

On ne dispose de données sur la migration bilatérale que pour quelques pays de l'OCDE. Dans l'immense majorité des cas, il n'existe pas de données sur la migration bilatérale. Les premières tentatives d'estimation de ce type de données sont dues à Harrison et al. (2004), à l'Université du Sussex qui a élaboré les premières données utilisées pour construire le modèle GTAP d'analyse des échanges commerciaux mondiaux (Global Trade Analysis Project), et au Groupe des perspectives de développement de la Banque mondiale dans son estimation des migrations et des envois de fonds Sud-Sud (Ratha et Shaw 2007). Les données sur la migration bilatérale sont d'aussi bonne (ou d'aussi mauvaise) qualité que celles des recensements de population des différents pays, mais elles n'existent pas pour beaucoup de pays.

## *Données sur les envois de fonds<sup>1</sup>*

Les envois de fonds des émigrés sont définis comme étant la somme des envois de fonds des travailleurs, des rémunérations des salariés et des transferts des migrants.

Les envois de fonds de travailleurs, tels que définis dans le Manuel de la balance des paiements du FMI, constituent actuellement des transferts privés de travailleurs migrants qui sont considérés comme résidents du pays d'accueil, en faveur de destinataires se trouvant dans leur pays d'origine<sup>2</sup>. Si les migrants vivent dans le pays hôte pendant un an ou plus, ils sont considérés comme étant des résidents, peu importe leur statut d'immigration. Lorsque les migrants séjournent dans le pays d'accueil depuis moins d'un an, la totalité de leur revenu dans ce pays devrait être classée dans la catégorie « rémunérations des salariés ».

Bien que le manuel donne des consignes claires concernant la résidence, cette règle n'est souvent pas suivie, pour diverses raisons. Beaucoup de pays compilent les données en se fondant sur la nationalité des travailleurs migrants et non sur leur résidence. En outre, les données sont présentées entièrement soit sous forme de rémunération des employés, soit sous forme d'envois de fonds de travailleurs, alors qu'elles auraient dû être divisées en deux catégories, si les directives avaient été suivies correctement.<sup>3</sup> La distinction entre ces deux catégories semble être totalement arbitraire, en fonction des préférences, du côté pratique et des lois fiscales ou de la disponibilité des données pour le pays en question.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Cette partie est extraite des Perspectives économiques internationales de 2006.

<sup>2</sup> Les statistiques officielles sur les envois de fonds ont tendance à sous-estimer l'importance des flux d'envois de fonds. À la suite d'une requête provenant des nations du G7 en juin 2004, la Banque Mondiale ainsi que le FMI et l'ONU ont mené un groupe de travail international afin d'améliorer les statistiques sur les envois de fonds. Ce groupe de travail, opérant désormais sous le nom de «Groupe du Luxembourg», a recommandé que trois nouveaux articles — envois de fonds personnels, total des envois de fonds et transferts en faveur des institutions caritatives desservant les foyers — soient ajoutés au Guide de la Balance des paiements, 6<sup>ème</sup> édition.

<sup>3</sup> Par exemple, l'Inde affiche un montant très faible pour les rémunérations des salariés, mais très élevé pour les envois de fonds des travailleurs, alors qu'il est notoire que l'Inde fournit aux États-Unis et aux pays européens un grand nombre d'employés temporaires dans le secteur de l'informatique. À l'inverse, les statistiques des Philippines montrent un volume important de rémunérations des salariés et très peu de transferts de migrants.

<sup>4</sup> Du fait des problèmes de classification, les pays font souvent rentrer les envois de fonds des travailleurs soit dans la catégorie des autres transferts courants, soit dans celle des transferts d'autres secteurs. Dans certains pays, surtout en Chine, les envois de fonds ont peut-être été mal classés comme IDE. Dans le cas de l'Inde et de beaucoup d'autres pays, ces envois de fonds peuvent avoir été classés dans les dépôts de non-résidents, en particulier ceux libellés en monnaie locale.

Les transferts des migrants correspondent à la valeur nette du patrimoine des migrants qui est transférée d'un pays à l'autre au moment de la migration (pour une période d'au moins un an). Comme le nombre de travailleurs temporaires augmente, l'importance des transferts des migrants est susceptible d'augmenter. Par conséquent, pour avoir une image complète des flux de ressources, il faut examiner ces trois postes ensemble.

Beaucoup de pays ne fournissent pas de données sur les envois de fonds des migrants dans les statistiques de la balance des paiements du FMI, alors que l'on sait bien qu'il y a eu une émigration à partir de ces pays. Plusieurs pays en développement (comme le Liban) ne communiquent aucune donnée au FMI. Certains pays à revenu élevé (notamment le Canada, Singapour et les Émirats arabes unis) n'indiquent pas non plus leurs envois de fonds. Une étude menée auprès des banques centrales a fait apparaître des problèmes de méthodologie fréquents sur la collecte des données relatives aux envois de fonds (de Luna Martinez 2005). La plupart des banques centrales utilisent les données des envois de fonds communiquées par les banques commerciales, mais ne tiennent pas compte des flux passés par des opérateurs de transfert d'argent et par les circuits informels. Même quand les données sont disponibles et classées convenablement, elles sont souvent de mauvaise qualité ou anciennes. Par ailleurs, tous les pays ne procèdent pas de la même façon pour établir leurs estimations, et la méthode utilisée n'est pas toujours décrite dans les notes afférentes au pays qui sont annexées aux données de la balance des paiements. Il faut espérer que les pays reconnaîtront davantage l'importance des envois de fonds et les faiblesses des données actuelles, tant concernant les envois de fonds que les travailleurs migrants, et qu'ils feront des efforts pour améliorer la transmission des données.

Le plus gros problème que posent les données sur les envois de fonds est peut-être l'estimation des flux informels. Un moyen possible pour évaluer le volume réel des envois de fonds serait de réaliser des enquêtes sur les expéditeurs et les destinataires des envois de fonds. Tant que des études de ce type, représentatives et correctement randomisées, n'auront pas été entreprises, les informations obtenues des enquêtes existantes sur les ménages resteront seulement indicatives.

### ***Sources de données***

Les données sur l'immigration et l'émigration proviennent du PNUD (2005) et de Ratha et Shaw (2007). Les données sur le taux d'émigration des diplômés d'université proviennent de Docquier et Marfouk (2004). Les données sur l'émigration des médecins et des infirmières proviennent de Docquier et Bhargava (2006), alors que les données **supplémentaires** de Clemens et Pettersson (2006) sont utilisées pour les pays d'Afrique subsaharienne. Les données sur les envois de fonds sont du FMI (2007).

Les données sur les variables suivantes viennent de la Banque mondiale (2007) : population, croissance de la population, densité de la population, main-d'œuvre, population urbaine, taux de dépendance démographique, surface, RNB, RNB par tête, croissance du PIB et pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté.

**Dans les tableaux ci-dessous, nous utilisons ... afin d'indiquer les données qui ne sont pas disponibles.**

### ***Bibliographie***

Bilborrow, R.E., Hugo Graeme, Oberai, A.S., Zlotnik, Hania. 1997. *International Migration Statistics, Guidelines for Improving Data Collection Systems*. Bureau international du travail, Genève.

Clemens, Michael A., and Gunilla Pettersson. 2006. "New Data on African Health Professionals Abroad." Document de travail N° 95, Center for Global Development. Washington D.C.

de Luna Martinez, Jose. 2005. "Workers' Remittances to Developing Countries: A Survey with Central Banks on Selected Public Policy Issues." Document de travail de recherche stratégique 3638. Banque mondiale. Washington D.C.

Docquier, Frédéric, et Abdeslam Marfouk. 2004. "Measuring the International Mobility of Skilled Workers (1990-2000) – Release 1,0." Document de travail de recherche stratégique N° 3381. Washington D.C.

Docquier, Frédéric, et Abdeslam Marfouk. 2006. "The Medical Brain Drain: A New Panel Dataset on Physicians' Emigration Rates (1991-2004)." Banque mondiale. Washington D.C.

FMI (Fonds monétaire international) 2007. *IMF Balance of Payments Statistics Yearbook*. Washington D.C.

Lemaitre, George, Thomas Liebig, and Cecile Thoreau. 2006. "Harmonized statistics on immigration inflows – preliminary results, sources and methods." OCDE.

OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques). 2006. *International Migration Outlook*. Paris.

Parsons, Christopher R., Ronald Skeldon, Terrie L. Walmsley, L. Alan Winters. 2007. "Quantifying International Migration: A Database of Bilateral Migrant Stocks". Document de travail de recherche stratégique N° 4165 de la Banque mondiale. Washington D.C.

Ratha, Dilip, et William Shaw. 2007. "South-South Migration and Remittances." Document de travail de la Banque mondiale n° 102. Washington D.C.

Banque mondiale. 2005. *Perspectives économiques internationales 2006 : les conséquences économiques des envois de fonds et de la migration*. Washington D.C.

\_\_\_\_\_. 2007. *Les indices du développement international*. Washington D.C.

Division des statistiques des Nations Unies. 1998. "Recommendations on Statistics of International Migration". New York.

Division des statistiques des Nations Unies. 2005. *Trends in Total Migrant Stock: The 2005 Revision*. New York.

**Le Recueil de statistiques sur les migrations et les envois de fonds** a été compilé par Dilip Raths et Zhimei Xu, Équipe chargée des migrations et des envois de fonds, Groupe d'étude des perspectives de développement, Banque mondiale. Vous pouvez trouver davantage d'informations sur d'autres pays et régions à [www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances](http://www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances).